



Jean-Philippe GARCIA m'a indiqué dans un courrier l'inquiétude légitime des parents d'élèves de Berre l'Étang et des professeurs concernant **l'avenir de l'école publique.**

C'est pour cette raison que j'ai accepté de répondre favorablement à sa demande pour vous faire part de **ma réflexion sur l'école** et des risques qui la menacent sérieusement.

Philippe MEIRIEU
Professeur à l'Université Lumière
Lyon 2
Vice-président *Europe Écologie*
de la Région Rhône-Alpes,

Une autre école est-elle possible ?

Notre École est à bout de souffle : ravalée par des réformes qui ne parviennent pas à enrayer son caractère sélectif, secouée par la montée des violences et du décrochage, rongée par le découragement de ses acteurs et paralysée par une technocratie tatillonne.

En réalité, notre modèle scolaire, faute de projet alternatif, se laisse porter par la vague libérale : **mise en concurrence des établissements et des personnels...** multiplication des prothèses extrascolaires qui dévitalisent le travail en classe... discrimination positive qui promet quelques « élèves méritants » et abandonne les « quartiers difficiles »... fin de la formation pédagogique des maîtres condamnés à « transmettre les savoirs » sans s'interroger sur les conditions de leur appropriation.

Seules quelques équipes, ici ou là, parviennent à résister, le plus souvent dans des conditions héroïques, et à mener des projets qui parient encore sur l'éducabilité des élèves et le caractère émancipateur de la culture, mais à quel prix ?

Dans ces conditions, penser une autre école suppose quelques ruptures radicales. **Il faut délibérément changer de logiciel scolaire.**

■ **L'Éducation Nationale doit garantir la possibilité de l'engagement démocratique de chaque citoyen dans la construction du « bien commun » : tout jeune doit accéder aux savoirs** sans lesquels il ne peut ni comprendre le monde, ni se comprendre dans le monde.

C'est pourquoi il faut revisiter le « socle commun » et y donner toute leur place à l'éducation à l'environnement, au droit, à la réflexion philosophique et à l'expression artistique.

La notion de « compétences » telle qu'elle est, le plus souvent, utilisée aujourd'hui prend un caractère asséchant, **coupant les savoirs de ce qui leur donne vie** et réduisant l'éducation à la préparation de tests d'évaluation visant à garantir, à terme, la seule « employabilité » des sujets.

■ **L'institution scolaire doit être un véritable service public.**

« **L'École doit être à elle-même son propre recours** » : c'est en son sein que doivent être résolus les problèmes qui se posent et non à l'extérieur, moyennant finances.

Cela impose de construire des bassins de formation afin de mettre en place un « **service public d'éducation en réseau** » où chaque élève puisse être accueilli et pris en charge.

Il faut revoir les relations entre établissements publics et privés afin **qu'ils soient des maillons d'une chaîne solidaire** – et non concurrentielle – au service d'une éducation démocratique.

Il faut que chaque fois qu'un élève est en difficulté, **on puisse lui proposer une solution.**

Il faut que les parents ne soient pas placés systématiquement en position de « **consommateurs** », mais de **partenaires de plein droit.**



■ **Nous devons sortir de l'oscillation « classes homogènes / classes hétérogènes ».**

Le système éducatif français est parvenu à démocratiser l'accès à l'école, mais non la réussite dans l'école. Il a ainsi engendré d'immenses frustrations.

Afin de régler ce problème, on n'a cessé d'osciller entre **les classes hétérogènes, pour « créer de la mixité sociale »**, et **les classes homogènes pour « coller aux besoins des publics »**.

Les deux formules sont une impasse et nous devons apprendre à articuler des « classes hétérogènes » avec des « groupes de besoin ».

Ainsi, le système fera, simultanément, « **droit à la ressemblance** » et « **droit à la différence** ».

■ **Il faut aussi promouvoir des « unités pédagogiques » à taille humaine.**

La fragmentation actuelle de l'enseignement paralyse les initiatives, interdit tout véritable suivi, ne permet pas l'apprentissage du collectif.

Il convient donc de créer, dans les établissements, des « **unités pédagogiques** » regroupant une centaine d'élèves encadrés par une équipe d'enseignants effectuant avec eux la totalité de leur service.

Ainsi les professeurs pourront organiser les activités pédagogiques adaptées aux besoins des élèves.

Dans ce cadre, l'apprentissage du collectif, la mise en place de rituels structurants, l'accompagnement personnalisé, l'entraide entre élèves deviendront possibles.

■ **Enfin, nous devons structurer le cursus scolaire en unités capitalisables.**

Contre l'aléatoire des notes et les dangers du contrôle continu, les « **unités capitalisables** » - qu'il faut toutes maîtriser pour atteindre un niveau donné - **constituent la seule modalité cohérente et exigeante.**

On renoue ainsi avec « **la pédagogie du chef d'œuvre** » et on fait de l'évaluation un outil de perfectionnement dans une pédagogie du « côte à côte ».

C'est le seul moyen pour mettre en place « la diversification des parcours autour d'objectifs communs », combattre le redoublement, former à l'autonomie intellectuelle et **articuler la formation initiale avec la formation tout au long de la vie.**

AGIR ensemble pour l'école publique...



la vie scolaire de nos enfants

Le dossier du mois... le nouveau collège

"Regards de parents" s'est rendu, avec les familles sur le chantier pour voir l'avancée des travaux du nouveau Collège Fernand Léger. Un projet ambitieux qui répond aux souhaits des familles et aux besoins des enfants et des enseignants.

Dossier réalisé par Jean-Philippe GARCIA
Chargé de la Communication

Le Conseil Général des Bouches du Rhône investit 29M€ dans cette opération.

L'éducation est la priorité du Conseil Général 13 comme nous l'a expliqué notre Conseiller Général...

La réalisation de ce nouveau collège répond depuis de nombreuses années aux souhaits des familles mais elle répond également aux attentes des enseignants et des enfants.

N'oublions pas que ce nouveau collège est un formidable outil qui vise à améliorer les conditions de travail des professeurs mais aussi à donner une meilleure formation à nos enfants.

Nous faisons tous les jours le choix de nous investir, aux côtés des familles, dans le domaine de l'éducation avec ce projet "Réussir, ils en sont tous capables". Nous n'intervenons pas dans le champ de la pédagogie qui est du ressort de l'Éducation Nationale, mais dans l'environnement social et culturel des élèves et des familles, pour tendre vers la réussite scolaire de tous les collégiens.

La décentralisation de la gestion des collèges a rapproché la communauté éducative des centres de décision et, dans le même temps, elle a permis une meilleure prise en compte des besoins.

Changer le visage des collèges des Bouches du Rhône, tel est l'objectif de la majorité départementale à laquelle j'appartiens et qui s'engage aux côtés du monde enseignant et des parents d'élèves pour permettre à chaque collégien de réussir sa scolarité.



25 ans de décentralisation pour la réussite scolaire au services des collégiens

Pour reprendre une expression du monde de l'éducation, je dirais que "nous sommes parmi les meilleurs élèves à Berre l'étang"...

le Conseiller Général

des chiffres qui parlent...

- 1800€ c'est le montant annuel dépensé pour chaque collégien
- 25 000 ordinateurs portables distribués chaque année
- 19 collèges rénovés en 2010
- gratuité des transports scolaires pour tous les collégiens

Rentrée probable : septembre 2012...

Vous avez des suggestions, des remarques, des propositions à nous faire ou bien vous souhaitez vous investir auprès des parents d'élèves, écrivez nous...

Association des Parents d'Élèves FCPE
Collège Fernand Léger-13130. Berre l'Étang



Agir
Informer
Représenter



Regards de parents

"la lettre" de l'Association des Parents d'Élèves FCPE Février 2011 N°15

Ensemble à la FCPE, pour une école plus juste.



Chers parents,

"l'Association des Parents d'Élèves FCPE" a une vraie existence et sa légitimité n'est plus à prouver.

C'est toute une équipe qui œuvre au quotidien dans l'intérêt de nos enfants et qui veille, malgré les attaques incessantes de ceux qui nous gouvernent, à préserver l'école intacte.

L'État annonce 16 000 suppressions de postes à la rentrée prochaine dans l'Éducation Nationale.

Il s'agit de 600 postes d'agents administratifs et de 15.400 postes d'enseignants stagiaires issus de l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres (IUFM).

Nous dénonçons la politique de suppressions massives et successives, d'emplois menée par le gouvernement.

La grande lessive continue. Restons SO.LI.DAI.RE

Le gouvernement reste sourd. Il poursuit à marche forcée ses contre-réformes libérales, sans écoute, ni concertation. Nous ne sommes pas dupes et nous n'accepterons pas que l'avenir de nos enfants soit sacrifié sur l'autel de la rigueur budgétaire !

Une fois de plus l'Éducation Nationale est la principale victime du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Cette politique de suppression de postes, conjuguée aux réformes rétrogrades de ces dernières années constitue une grave remise en cause de l'école républicaine.

Elle met en péril l'avenir de millions de collégiens...

"l'Association des Parents d'Élèves FCPE" reste vigilante face à ces enjeux qui nous concernent tous. Comme nous l'avons fait en 2010, nous restons solidaires de l'ensemble du personnel et nous lui assurons tout notre soutien.

Ensemble refusons l'inacceptable et redonnons des couleurs à l'école...

Béatrice ZIMMER
Trésorière

Ensemble à la FCPE, pour une école plus juste